

« Xi Jinping fait primer l'intérêt du parti sur celui de la Chine » - Le grand entretien à David Baverez

A propos d'Asia Centre :

Fondé en 2005, Asia Centre est un institut de recherche indépendant qui conduit des débats et publications sur les relations internationales, stratégiques et économiques, ainsi que sur les transformations politiques et sociales en cours dans toutes les régions d'Asie-Pacifique. Au carrefour de la recherche universitaire et des prises de décision publiques et privées, les chercheurs d'Asia Centre identifient les enjeux régionaux significatifs et les analysent dans leurs dimensions locale et globale. Ses programmes sont ainsi élaborés en liaison avec un vaste réseau de partenaires, entreprises et grands centres spécialisés européens, américains et asiatiques. Il mène avec ceux-ci des opérations conjointes, pour une meilleure confrontation des idées et des enjeux. Les conclusions de ces rencontres, comme les résultats des travaux menés à partir des sources originales par nos chercheurs, sont largement diffusés via les publications du Centre comme par des revues, ouvrages et médias internationaux.

A propos de l'auteur :

David Baverez a travaillé dix ans (1995-2005) chez Fidelity Investments (Londres, Boston, Paris), comme analyste financier puis comme gérant de fonds d'actions européennes et globales. En 2005, il a créé sa propre société de gestion, KDA Capital, et géré un fonds concentré sur les sociétés européennes en forte transformation. En 2010, il décide de retourner l'ensemble des fonds à ses investisseurs et s'installe à Hong Kong, où il partage son temps entre le financement de start-up et la compréhension des bouleversements liés à l'émergence de la « Nouvelle Chine ». Il a publié un nouvel ouvrage l'an dernier baptisé « Chine-Europe : le grand tournant » (Le Passeur Editeur, 2021). Il est également l'auteur de « Paris-Pékin express, La Chine racontée au futur Président » (éditions François Bourin 2017), et de « Génération tonique - L'Occident est complètement à l'ouest » (Plon 2015).

« Xi Jinping fait primer l'intérêt du parti sur celui de la Chine » Le grand entretien à David Baverez

24 octobre 2022

Question : Xi Jinping va entamer son troisième mandat à la tête de la Chine à l'issue du Congrès du Parti communiste. Dans quelle direction veut-il aller ?

La Chine revient vers la suprématie de l'idéologie, après quarante ans de pragmatisme. Le tournant, qui a été pris à l'été 2021, va être confirmé lors du congrès : la politique l'emporte sur l'économie, qui est désormais à la peine. Le pouvoir avait annoncé il y a déjà plus d'une décennie un nouveau modèle économique pour le pays. La croissance devait être tirée par la demande interne et non plus l'exportation. Mais ce modèle n'a jamais fonctionné de façon soutenable. La croissance de la consommation a été tirée très largement par l'endettement des ménages, passé en dix ans de 30 % à 60 % du PIB. L'immobilier, qui a été la composante de la demande interne la plus dynamique ces dernières années, craque.

Question : Quel est l'impact de ce craquement de l'immobilier ?

Faute d'argent, les promoteurs sont incapables de terminer la construction de millions de logements que leurs acheteurs ont déjà payés - sur ces trois dernières années, il y en a pour 5.000 milliards de dollars. Face à ce trou béant, Pékin a annoncé un plan de sauvetage de... 30 milliards. Et demande aux provinces de payer la note, alors que celles-ci imputent la responsabilité au pouvoir central, qui a fortement stimulé le secteur. A lui seul, le blocage de l'immobilier ralentit la croissance de 2 points, la faisant passer de 5 à 3 %. Sans compter le fait que les Chinois, sentant que leur patrimoine immobilier vaut moins que ce qu'ils espéraient, vont devenir plus prudents sur les dépenses.

Question : Comment cette crise immobilière va-t-elle être résolue ?

Les autorités vont tout faire pour éviter la baisse des prix de l'immobilier, qui aurait des effets catastrophiques. Ensuite, les pertes seront étalées sur dix ans, avec une consolidation du secteur. Les promoteurs publics finiront par absorber les privés, même s'ils n'en ont aucune envie.

Question : Quel sera alors le nouveau modèle de croissance ?

Contrairement aux dirigeants européens, Xi Jinping a compris que nous étions durablement dans une économie de guerre. Et dans une économie de guerre, l'offre reprend le pouvoir sur la demande. Aujourd'hui, le tiers des chaînes de valeur mondiales passe par la Chine. Le but va donc être de faire des champions mondiaux qui exporteront massivement. En identifiant tous les endroits où il est possible de profiter de goulets d'étranglement pour pouvoir monter les prix. Ce qui intéresse Xi Jinping, ce n'est pas la croissance mais le rapport de force.

Question : Quelles sont ses chances de réussite ?

Ce modèle a déjà fonctionné par le passé : regardez l'Allemagne ou la Corée du Sud. Mais ces deux pays étaient des nains politiques. Ce n'est pas le cas de la Chine, qui va donc rencontrer des oppositions beaucoup plus fortes. D'autant plus que ses excédents commerciaux sont déjà massifs, parfois 100 milliards de dollars par mois - ce qui signifie qu'elle capte déjà beaucoup d'argent.

Question : Tout ceci semble plus pragmatique qu'idéologique...

Non, car derrière ce basculement il y a encore et toujours la volonté de la Chine de jouer le rapport de force. Elle prépare le découplage de son économie avec l'Occident... pour ne pas faire ce découplage. Si tu veux la paix, prépare la guerre! Le vrai but de Pékin, c'est de ne plus dépendre des importations, mais que le reste du monde dépende de ses exportations.

Il va être très intéressant de regarder ce qui va se passer en matière d'environnement. La Chine a un PIB à peu près équivalent à celui de l'Europe, mais elle émet trois fois plus de CO2. Les firmes européennes ont délocalisé en Chine leurs activités les plus émettrices. Et elles manquent d'électricité ou de gaz pour relocaliser leurs activités. Alors que nous sommes dans une économie de guerre, Emmanuel Macron laisse des usines fermer pour que les ménages puissent se chauffer cet hiver... L'Europe pourrait bien sûr parier sur l'Asie du Sud-Est. Mais c'est une affaire de long terme. Il a fallu deux décennies pour organiser des chaînes de valeur entre Europe et Chine.

Question : Taïwan va aussi être un dossier essentiel.

Oui bien sûr, et là aussi la Chine avance vite. Elle ne produit que 5 % des puces dont son industrie a besoin mais prévoit d'être autonome à 45 % dès 2025 ! Les Occidentaux raisonnent à dix ou quinze ans tandis que Xi Jinping réfléchit au prochain mandat. Il sait qu'il ne peut se faire réélire sur son bilan économique. C'est donc sous le signe de la guerre qu'il entend mener son troisième mandat. Le seul grand dirigeant de la planète à avoir fait trois mandats, c'est Roosevelt et c'est parce qu'il y a eu la guerre.

Xi Jinping veut convaincre qu'il est le seul à pouvoir conquérir Taïwan. Une première fenêtre pourrait s'ouvrir en 2023, quand l'Amérique et son président Joe Biden seront affaiblis par la récession. Ou à partir de 2024 si jamais Donald Trump est réélu, lui qui avait relevé que Taïwan était à 100 miles des côtes chinoises et à 10.000 miles des rivages américains.

Question : Une invasion vous paraît donc envisageable ?

La piste la plus vraisemblable est un blocus économique. Taïwan n'a que quinze jours de réserves de gaz et quatre-vingt-dix jours de pétrole. La Chine a multiplié les exercices navals ces derniers temps. Elle a les moyens de couper cet approvisionnement vital. Et de négocier ensuite un accord à la Hong Kong, sur cinquante ans, avec un pays et deux systèmes.

Question : Vous décrivez une politique brutale et fermée. Il semble pourtant que des courants réformistes sont à l'oeuvre à Pékin, jusque dans les rangs du gouvernement.

Le Parti communiste chinois est composé à 70 % de pragmatistes et à 30 % d'idéologues. Mais c'est Xi Jinping qui décide. C'est lui par exemple qui a imposé des confinements très durs, à Shanghai et ailleurs. La population a protesté. C'était a priori un bras de fer favorable aux réformateurs. D'autant plus que les 70 millions de Chinois de l'étranger racontent à leurs familles restées au pays que le Covid chez les gens vaccinés n'est qu'une petite fièvre de deux jours... C'est pourtant la ligne dure qui l'a emporté. Et le voyage récent de Xi au Kazakhstan et en Ouzbékistan, le premier à l'étranger depuis deux ans, a montré qu'il ne craignait aucun putsch en son absence.

Question : Il y avait jusqu'à présent un accord implicite entre les dirigeants du pays et le peuple : pas de liberté, mais un niveau de vie qui s'améliore très vite. Or la croissance est désormais beaucoup plus lente. Quel sera le nouveau compromis ?

Le Parti communiste chinois entend mobiliser les énergies autour de la perspective d'une Chine redevenant la première puissance mondiale à horizon 2049. Mais il y a bien sûr des résistances. Le fait majeur de la vie politique chinoise actuelle est la révolution silencieuse des femmes. Elles ont souvent le pouvoir économique : en Chine, il y a davantage de femmes que d'hommes parmi les milliardaires. Mais elles n'ont aucun pouvoir politique, comme l'illustre la composition des instances dirigeantes du pays.

Question : Quelle forme prend cette révolution silencieuse des femmes

La génération des femmes cadres, qui ont aujourd'hui entre 25 et 40 ans, est arrivée à une conclusion simple : elles ne veulent pas fonder de famille. Beaucoup d'entre elles restent célibataires, et sont à fond dans la société de consommation - une formidable opportunité pour les industriels du luxe.

Le gouvernement a programmé 20 millions de naissances par an et il y en a à peine la moitié. Comme il n'y a que 7 millions de mariages par an, la natalité va encore baisser. S'il manque 13 millions d'enfants par an, la population sera amputée de 400 millions de personnes dans trente ans...

Question : Xi Jinping ne s'en préoccupe-t-il pas ?

Il fait primer l'intérêt du parti sur celui du pays. Dit autrement, il privilégie le contrôle sur la croissance économique. Tous les trois ans, il lance une offensive pour asseoir son pouvoir. En 2012, ce fut contre le ministère de l'énergie et des transports, sous couvert de campagne anti-corruption. En 2015, il s'est attaqué à la Bourse. En 2018 au secteur privé. En 2021 aux entreprises du BtoC. A quoi s'attaquera-t-il en 2024 ? Vraisemblablement aux grands géants de l'exportation, tel CATL, qui construit des batteries et vaut 200 milliards en Bourse. Le risque de nationalisation est fort.

Question : La guerre en Ukraine contraint les Européens à renoncer aux hydrocarbures russes. Les Chinois vont-ils récupérer cette manne et s'imposer comme les grands gagnants du conflit ?

La construction du gazoduc Yamal entre la Russie et la Chine débutera en 2024 pour s'achever vers 2030. Incontestablement, cette guerre profitera à la Chine et aux Etats-Unis. L'Europe se fait piller ! Cela ne veut pas dire que la Russie et la Chine sont amis pour autant. Plus un Chinois salue une amitié « sans limite », plus on sait qu'elle vaut zéro. N'oublions pas que dans les années 1960, la Russie a piqué la moitié de la Sibérie à la Chine. A un moment ou à un autre, celle-ci réclamera ces territoires.

Question : La Chine a-t-elle les moyens de s'imposer dans le numérique ?

Elle est très puissante dans le hardware, le matériel - je parlais tout à l'heure des puces. Mais elle a un vrai problème avec le software, les logiciels. Elle dépense en la matière dix fois moins que les Etats-Unis. La question n'est pas seulement financière, elle est aussi culturelle. Pour fabriquer des logiciels, il faut de l'imagination et de la liberté. Et c'est essentiel.

Dans les années 1970, les Etats-Unis sont sortis de la crise induite par le choc pétrolier en se lançant dans une révolution technologique, celle de la micro-informatique puis d'Internet. Cette fois-ci, elle va faire la même chose avec l'intelligence artificielle, le métavers et la numérisation de la vie économique. Or les entreprises chinoises ne parlent plus d'intelligence artificielle depuis un an, Pékin a bloqué le métavers, et la loi protégeant les données numériques est bien plus rigoureuse que le RGPD, le règlement général sur la protection des données adopté par l'Europe.

Question : En tant qu'investisseur en Chine, quel est le changement récent qui vous a le plus marqué ?

Depuis toujours, j'évaluais un projet avec deux critères : les perspectives de développement et la capacité à apporter du bien à la société. J'ai dû en rajouter un troisième : la capacité des autorités à pouvoir le contrôler.

Media : Les Echos

Date : vendredi 14 octobre 2022

Auteur : Lucie Robequain et Jean-Marc Vittori